

Ces politiques qui auraient pu être ministres d'Emmanuel Macron



Deux mois avant le premier tour de scrutin, le jeune candidat aurait fait appel à Ipsos pour tester la notoriété d'une douzaine de personnalités susceptibles d'intégrer son gouvernement.

Le 23 février, à deux mois du premier tour du scrutin, Emmanuel Macron, alors candidat à l'élection présidentielle, aurait fait appel à Ipsos pour "identifier les personnalités (...) attendues" par les Français au gouvernement et celles "perçues comme totalement repousseurs". Cette étude a été facturée 18 720 euros, selon la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), rapporte Le Monde ce jeudi 3 mai.

[>>> À lire aussi : \(Mais\) à quoi sert Edouard Philippe ?](#)

Dans cette liste, on retrouve le socialiste Jean-Yves Le Drian. Il est présenté dans l'étude comme "consensuel rassurant". De son côté, François de Rugy est jugé "crédible par tous sur son sujet de prédilection". En revanche, les candidatures de Dominique de Villepin, de Christine Lagarde et de Jean-Louis Borloo n'ont pas eu beaucoup de succès auprès des Français. "Leurs profils sont considérés comme clivants ou trop 'ancien monde'", révèle Le Monde. Un ex-ministre de Jacques Chirac, Thierry Breton, a également été rejeté car perçu comme "oublié".

Ségolène Royal et François Bayrou sont des repousseurs

"Marisol Touraine, ministre de la santé dans le gouvernement de Manuel Valls, Bernard Kouchner et Daniel Cohn-Bendit sont envisagés, sans faire le consensus", ajoute Le Monde. Mais c'est Ségolène Royal qui a été jugé sévèrement. En effet, si elle est présentée comme "caution de gauche", elle est également considérée comme un "repousseur pour le centre et la droite". "Certains sondés déclarés 'centristes' citent aussi spontanément les noms de Manuel Valls et de Bernard Cazeneuve", rapporte Ipsos, selon Le Monde.

In fine, le nom de François Bayrou, le patron du MoDem, a également été testé. "Si son soutien est bien sûr attendu et accepté, son éventuelle participation à un gouvernement est envisagée comme un repousseur", indique l'Institut à son sujet, cité par Le Monde. Même si le maire de Pau est finalement devenu ministre d'Emmanuel Macron, il ne l'est pas resté très longtemps...